

# JEANNETTE LAOT: " LES FEMMES SONT TOUJOURS LES PROLETAIRES DE L'HOMME ... MEME DANS LES SYNDICATS "

**S**eulement femme élue à la Commission exécutive de la C.f.d.t., Jeannette Laot est syndicaliste de longue date. Née à Landernau, elle y vit jusqu'à l'âge de 22 ans, aidant sa mère veuve à s'occuper de la boucherie familiale tout en modelant des chapeaux chez une cousine modiste. Puis, sans avenir dans la boucherie ni dans la mode, elle pose sa candidature à la Manufacture des tabacs de Morlaix. C'est là, qu'O.s., elle découvre réellement la condition ouvrière. Elle se syndique à F.o. : le seul autre syndicat de l'entreprise est la C.g.t., dont la réputation anticléricale effraie à l'époque la jeune catholique pratiquante. Puis, déçue par F.o., Jeannette et d'autres de ses camarades fondent une section C.f.t.c. qui se développe vite. Conseillère à l'union locale de Morlaix, puis élue au conseil de l'union départementale du Finistère, elle se retrouve en 1954, à Paris, permanente à la C.f.t.c. Tout cela, et la suite, Jeannette Laot le raconte dans un livre qui vient de sortir chez Stock : « Stratégie pour les femmes ». Un livre concret, racontant l'itinéraire personnel d'une militante bien sûr, mais surtout d'une femme. Comment au jour le jour, la militante découvre que la place des femmes, dans le mouvement syndical aussi n'est pas la même que celle des hommes. Comment elle se bat pour que les femmes puissent s'exprimer, y compris au sein de la C.f.d.t. Les difficultés rencontrées. Les bagarres menées. Les verrous qui sautent — lentement, très lentement — les progrès accomplis. Et ceux qui restent à faire, dont Jeannette Laot parle aujourd'hui à « l'Unité ».

**« L'UNITE » : Vous pensez que vous auriez analysé de la même façon le problème des femmes il y a cinq ans. En d'autres termes, rien n'a changé depuis...**

JEANNETTE LAOT : Rien, ou presque, signe que l'organisation n'a guère progressé. Plus exactement, elle a fait preuve d'une volonté plus grande de donner, chez elle, leur place aux femmes, elle a montré une conscience plus aiguë du problème, mais on n'y trouve toujours pas une pratique de masse nourrissant un débat politique.

**— Quelle est la place des femmes dans la C.f.d.t. ?**

— Elle correspond à peu près à leur place dans la population active : 38 %. Mais ces 38 % ne sont pas représentés dans les structures, où la représentation des femmes est très mauvaise. Les femmes, souvent très militantes dans leurs entreprises, sont rarement responsables de leur syndicat. Quelques-unes sont collectrices, on en trouve d'autres dans les bureaux syndicaux, et, plus exceptionnellement, dans les conseils d'unions départementales.

Deux explications à cet état de fait. Les militantes ne sont pas préparées, en tant que femmes, à assumer des responsabilités. Peu de militants responsables sont O.s., ce qui est le cas de la plupart des femmes. Et on en arrive à cette situation très fréquente : dans une entreprise de femmes, où la quasi-totalité du syndicat est composé de femmes,

« le » secrétaire du syndicat est « un » technicien ou « un » ouvrier d'entretien.

**— La C.f.d.t. est-elle favorable à des structures propres aux femmes ?**

— Nous avons toujours mis en place les groupes de travail nécessaires pour que l'organisation avance. Avant 1970, moment de la réforme de nos statuts, il existait des commissions féminines au niveau des fédérations et des unions départementales, ainsi qu'une commission féminine confédérale, dont j'étais présidente et qui fut notre outil. Préconisées par le Congrès confédéral, ces commissions ne peuvent être qu'un outil.

Quand des travailleuses ne sont pas suffisamment solides pour exprimer, et analyser, leur propre réalité, il est évident qu'on ne peut les laisser sans une commission : car, dans une structure politique, ce n'est pas du jour au lendemain que les femmes s'expriment ! Les commissions femmes sont donc une nécessité ... à condition d'être revendiquées par les travailleuses et soutenues par les instances politiques.

Nous avons eu l'expérience d'organisations qui ont créé d'elles-mêmes des commissions. Les travailleuses, n'ayant pas revendiqué le droit à la parole, n'avaient rien à y dire. En revanche, quand des militantes ou des militantes, attentifs à ce problème, se sentant isolés, demandent de l'aide, nous mettons en place une « Commission Travailleuses », ou une commission mixte, suivant le cas.

Mais nous sommes contre une attitude volontariste de la Confédération, qui déciderait d'installer, partout, des commissions de travailleuses. Car, souvent, les militantes ne veulent pas traiter du problème des femmes, tandis que des femmes non-syndicalistes ne veulent venir au syndicat que pour ça : certaines organisations d'extrême gauche, trouvant — à juste titre — que nous étions à découvert sur ce terrain, l'ont investi.

**— Cela correspond-il à la carte des tentatives d'implantations du gauchisme dans la C.f.d.t. ?**

— Pas tout à fait. D'ailleurs, à l'inverse, des militantes C.f.d.t., estimant qu'elles ne pouvaient pas assez s'exprimer dans l'organisation, sont, sur ce terrain, passées ailleurs. Il ne faut jamais oublier que rien ne suit jamais exactement la carte politique quand il s'agit des femmes. Ainsi, je suis femme, je suis C.f.d.t., et j'ai un certain recul sur la pratique de l'organisation, et sur certaines de ses positions, du seul fait que je suis femme.

**— Pouvez-vous préciser ?**

— Je trouve que, dans sa pratique, la C.f.d.t., ne prend pas bien en charge les problèmes des femmes.

Un exemple concret. Durant le conflit Lip, les militantes ont très bien su accompagner les travailleurs en grève, leur expliquer les causes profondes de leur situation, bref retransmettre l'analyse de la C.f.d.t. sur la condition ouvrière. Mais, alors qu'il y avait

des débats sur tout, alors que la lutte pour l'avortement battait son plein, on n'a pas assisté à un seul débat sur les femmes. Les femmes de Lip n'ont pas eu la possibilité d'exprimer leur réalité. Elles l'ont fait après, c'est vrai, sensibilisées par des femmes militantes.

Il y a là une carence de l'organisation. On ne peut analyser la situation d'un travailleur et d'une travailleuse de la même façon. Autant un militant est capable de faire découvrir quelle est la condition masculine vécue dans la condition ouvrière, autant il est incapable de faire découvrir la condition féminine vécue dans la condition ouvrière. Considérant uniquement la condition ouvrière vécue par les hommes, on s'arrête au niveau du capitalisme. Les conséquences du partage des tâches entre hommes et femmes dans la société, les hommes ne les connaissent pas.

C'est, je le répète, une carence de la C.f.d.t. ; donc, j'ai du recul, je suis très critique par rapport à cette pratique. Et, du coup, je suis critique sur d'autres problèmes. Car si la C.f.d.t. ne prend pas en compte la totalité de la réalité vécue par les travailleurs et les travailleuses, il y a forcément des lacunes dans son élaboration politique.

Ainsi, les femmes, quand elles parlent d'autogestion, mettent autre chose derrière ce mot. Pour les hommes de la C.f.d.t., c'est surtout une réorganisation des rapports de pouvoir à l'intérieur de l'entreprise, à la limite dans les structures politiques du pays. Les femmes, elles, y mettent un contenu beaucoup plus riche, qui déborde largement l'entreprise, et se répercute sur toute la société. Si on ne prend pas en compte la situation des femmes dans la société, leur expérience de la division du travail, on sera incapable de traiter en profondeur les problèmes de société.

— On peut penser que ces problèmes pourraient émerger lors de grèves de femmes dans les entreprises. Or, je ne me souviens pas de mouvements de ce type ces dernières années..

— Parce qu'il n'y en a pas. Autre carence des organisations syndicales... Les travailleuses qui rentrent en lutte le font — comme je l'ai fait, moi, à la Manufacture des tabacs de Morlaix — contre leur première exploitation : leur patron, leurs conditions de travail, leurs rémunérations... Une démarche syndicale très traditionnelle. S'il n'y a pas à leurs côtés des militants formés, capables de les aider à poser la totalité de leur condition ouvrière, les problèmes des femmes ne viennent d'ailleurs jamais, jamais pendant la grève dans les débats, les assemblées générales. Après, quelquefois.

Cela ne signifie pas que rien n'a changé pendant la lutte. Car les femmes en grève ont de gros problèmes. Tous les problèmes sous-jacents dans un couple éclatent en période de conflit dans l'entreprise — c'est vrai aussi pour les hommes, mais on n'en parle pas : ce sont, dit-on, des problèmes de vie

privée qui risquent de télescoper la lutte collective. Les travailleuses, elles, ont encore plus de problèmes. On a vu, à Thionville et ailleurs, des ruptures de fiançailles, des hommes allant dire à l'employeur de leur femme qu'ils exigeaient qu'elle travaille, des femmes grévistes battues par leurs maris.

Rien de tout cela n'est apparu durant le conflit. Pourtant, quand des femmes de travailleurs en grève posent des problèmes, le syndicat les réunit très souvent pour les associer à la lutte. Il ne vient jamais à l'idée de personne de réunir les maris des travailleuses en lutte pour leur expliquer la nécessité de leur action. Les problèmes des femmes sont rarement posés dans l'organisation à l'occasion des luttes. Les travailleuses découvrent néanmoins leur propre condition grâce au conflit, mais elles ne peuvent l'analyser en terme collectif. Et on n'arrive pas au stade de prise en charge de leurs problèmes propres par l'organisation.

— J'ai souvent remarqué que les militantes ayant des responsabilités n'ont pas une vie familiale « traditionnelle »...

— De façon générale, encore aujourd'hui, ce sont des femmes seules qui assument des responsabilités. Quand je dis « seules », cela signifie qu'elles ne vivent pas en couple. Mais elles ont très souvent des enfants à charge. Elles devraient donc être encore plus bloquées. Or, en fait, elles cumulent une vie familiale, leur activité professionnelle et leur militantisme.

Cela s'explique. Elles ont remis en cause, dans leur tête, et dans les faits, la division homme-femme. Elles n'ont pas à se battre contre leurs maris. L'organisation de la vie de la maison ne dépend que d'elles. Elles sont donc plus libres, elles organisent leur vie. Par ailleurs, elles ne peuvent compter que sur elles pour transformer la société. Plus de partage des tâches à ce niveau là non plus. Impossible de se dire : je reste à la maison, je me charge des tâches familiales pour permettre à l'homme de mener la lutte. Ces femmes ne peuvent compter sur un homme qui sa battra pour elles, et elles assument leur totalité d'être humain. Je dirais qu'elles sont dans une situation privilégiée pour faire connaître la totalité de la condition ouvrière : elles cumulent l'expérience d'un homme dans la vie du travail, et celle d'une femme dans la vie familiale. Et peu de militants peuvent traiter ces deux aspects.

C'est pour cela aussi que j'ai écrit ce livre. J'ai voulu lancer un appel contre l'autocensure. Il faut que les travailleuses parlent, qu'elles disent tous les jours ce qu'elles vivent dans leur famille, dans la société, et aussi ce qu'elles vivent avec les militants de l'organisation.

— Quels sont les problèmes entre les hommes et les femmes à la C.f.d.t. ?

— Les mêmes qu'ailleurs à peu près, dans la vie de tous les jours. Les militants ne

veulent pas systématiquement, de façon déléguée, mettre les militantes en situation d'infériorité. Mais leur comportement, leurs réflexions insécurisent terriblement les militantes, et elles s'autocensurent.

On entend souvent dire, quand il faut pourvoir un poste à responsabilité et qu'il est question d'une femme : « Il faut que ce soit une femme normale », c'est-à-dire une mère de famille avec des enfants à charge. Ou des militants d'une organisation déclarent : « S'il venait une femme ici, elle serait mal à l'aise, mais nous aussi car tout notre langage serait différent ». Ils sont eux-mêmes bien conscients qu'ils ne pourraient plus dire certaines choses si une femme était là. Les hommes entre eux, en permanence, sans s'en rendre compte, parlent des femmes de façon méprisante. Nous, on se carapace pour ne pas réagir à chaque fois, et du coup ils s'habituent à ce qu'on ne parle pas. Le jour où on n'arrive plus à supporter cette situation, où on éclate, on devient agressive, et, perdant notre contrôle, on n'est pas alors suffisamment syndicale, politique, on ne trouve pas le langage qui leur permettrait de nous entendre.

— Vous dressez un constat très dur et l'attitude de la C.f.d.t. sur les problèmes des femmes. Une organisation pas plus en avance qu'une autre..

— Pas tout à fait. Et si mes critiques sont dures, si j'ose dire ce qui se passe à la C.f.d.t. c'est bien aussi parce que la C.f.d.t. m'a demandé de faire ce livre, qu'elle ose dire ce qui se passe chez elle, qu'elle veuille se regarder lucidement. La C.f.d.t. sait que ces problèmes de femmes sont des problèmes de rapport de pouvoir, elle veut les faire apparaître en permanence, même si elle n'est pas encore en capacité de les traiter.

— Cette volonté, votre livre, devraient donc permettre un nouveau débat sur les femmes au sein de la C.f.d.t. ?

— Je le souhaite. Ce n'est pas certain. Dans ses structures politiques, l'organisation est en majorité composée d'hommes, faisant face à une actualité très pressante ; malgré leur bonne volonté — et ils en ont — ils ne peuvent traiter les problèmes des femmes car ils ne vivent pas la totalité de la condition féminine. Si les femmes de l'organisation n'obligent pas, n'aident pas la C.f.d.t. à prendre en charge leurs problèmes, nous n'irons pas bien loin.

Tout repose sur les femmes. Les hommes portent les problèmes des hommes dans le mouvement syndical. Que les femmes se donnent les moyens d'en faire autant. Car celles de la C.f.d.t. ont une organisation qui leur demande de l'aider à devenir une organisation mixte.

BACKMANN

MICHELE KESPI-

